

Unité départementale du Littoral
Unité du Littoral
rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CL DUNKERQUE

Port 7255
7255 route du Cap Horn
59630 Bourbourg

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\CL
DUNKERQUE_(ex_CLAREBOUT)_Saint-Georges-sur-l'Aa_0003802000\2_Inspections\2025 06 10 POI
Code AIOT : 0003802000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement CL DUNKERQUE implanté Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'est déroulée dans le cadre d'un exercice de gestion de situation accidentelle inopiné hors heures ouvrées organisé conjointement par le SDIS 59 et la DREAL. Cette inspection visait à s'assurer de la conformité du site concernant les prescriptions relatives au plan d'opération interne (POI).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CL DUNKERQUE
- Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg
- Code AIOT : 0003802000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CL Dunkerque (Groupe CLAREBOUT) exploite, sur la Zone Grandes Industries (ZGI) du GPMD, une installation de transformation de pommes-de-terre. Le site produit notamment des frites surgelées.

Le site est une ICPE soumise à autorisation. L'installation n'est pas SEVESO mais relève de la directive sur les émissions industrielles (directive IED).

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/08/2020 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	POI - documentaire	Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 7.9.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	POI - Moyens	Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 7.9.2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	POI- Exercice	Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 7.9.2	Sans objet
4	Moyens en eau	Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 7.6.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'un point de vu documentaire le POI est opérationnel même s'il contient des erreurs et imprécisions qu'il convient de corriger afin de ne pas nuire à la gestion d'un incident réel. Si le document est opérationnel il était cependant inconnu du personnel présent sur site le soir de l'inspection, seul le responsable sécurité d'astreinte, revenu sur site après avoir été prévenu de l'exercice, avait une bonne connaissance des procédures et était apte à les mettre en œuvre. Dans une situation réelle, l'absence de formation du personnel posté aux situations d'urgence et aux

procédures du POI aurait conduit à un retard dans la mise en œuvre des actions qualifiées de réflexes par l'exploitant. Ces actions visent à éviter l'aggravation de la situation et à faciliter l'intervention des secours ; celles-ci sont donc primordiales pour éviter qu'un incident ne dégénère en accident majeur. C'est pourquoi, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser la formation de son personnel conformément à l'article 7.9.2 de l'arrêté préfectoral du 03 mai 2024.

Bien qu'une non conformité ait été constatée concernant l'article 7.6.3.2 (voir point de contrôle N°4) l'inspection ne propose pas de suites administratives sur ce point, car celle-ci a été levée le lendemain de l'inspection. Cependant une visite d'inspection spécifiquement dédiée à l'état des moyens de lutte contre l'incendie sera réalisée prochainement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : POI - documentaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 7.9.2
Thème(s) : Risques accidentels, exploitation
Prescription contrôlée : 1. Plan d'opération interne L'exploitant élabore un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) en vue de : <ul style="list-style-type: none">• contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;• mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. <p>Le P.O.I définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l'environnement contre les effets des accidents majeurs.</p> <p>Il est rédigé sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers.</p> <p>Il est réexaminé et mis à jour au moins une fois tous les 3 ans ainsi qu'à chaque changement notable porté à la connaissance du préfet par l'exploitant, avant la mise en service d'une nouvelle installation, à chaque révision de l'étude de dangers, à chaque modification de l'organisation, à la suite des mutations de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none">• la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,

- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (révision ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Le P.O.I. définit entre autres :

- les scénarii accidentels en fonction des différentes vitesses de vent et le délai de rejet de la fuite ;
- les mesures de protection des travailleurs en cas d'accident dans l'attente de l'arrivée des secours ;
- les mesures vis-à-vis de la population en termes d'alerte, de mise à l'abri / d'évacuation ;
- les mesures vis-à-vis de l'information des entreprises voisines ;
- les mesures vis-à-vis de la circulation sur la CD11 en lien avec le gestionnaire de la voirie ;
- la mise en place d'au moins un poste de commandement exploitation le plus éloigné de la salle des machines à la protection des vents dominants.

[...]

Le P.O.I de l'exploitant est mis à jour avant le démarrage des installations.

Constats :

L'exploitant a transmis le 19 juillet 2024 l'indice 2 de la version 1 du Plan d'opération interne du site (POI).

Celui-ci est élaboré sur la base des phénomènes dangereux étudiés dans le cadre de l'étude de danger du site.

D'un point de vue documentaire, le POI est organisé de façon claire et encadre la phase d'alerte, les fonctions des différents rôles endossés par le personnel lors d'une phase accidentelle, décrit les principaux accidents possibles sur le site, et les moyens à mettre en œuvre pour éviter leur propagation.

Globalement le POI est opérationnel, cependant il contient des erreurs et imprécisions qu'il est nécessaire de corriger afin de ne pas nuire à l'efficacité de la gestion d'un accident réel.

Ci-dessous une liste non exhaustive des éléments à corriger dans le POI :

- La fiche 3-9 indique que l'entrepôt A dispose d'un dispositif de désenfumage alors que cela n'est pas le cas ;
- la description des moyens du site (partie 4) n'indique pas que l'entrepôt A est équipé d'un dispositif de sprinklage ;

- les constituants de la structure des bâtiments (indice de résistance au feu notamment) n'est pas indiqué, ce qui ne permet pas au SDIS de savoir s'il peut intervenir sans craindre un effondrement des bâtiments ;
- l'implantation des détecteur d'ammoniac n'est pas indiquée ;
- certains plans indiquent la présence de bâtiments initialement prévus mais non construits ;
- le plan de compartimentage (emplacement des mur coupe feu) n'est pas cohérent avec les modélisations de flux thermique du bâtiment utilisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant passera en revue le POI afin de s'assurer que celui-ci est complet et cohérent avec la situation réelle du site. Une version corrigée sera transmise au SDIS et à l'inspection des installations classées sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : POI- Exercice

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 7.9.2

Thème(s) : Risques accidentels, exploitation

Prescription contrôlée :

1. Plan d'opération interne

L'exploitant élabore un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) en vue de :

- contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;
- mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

Le P.O.I définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l'environnement contre les effets des accidents majeurs.

[...]

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I. Ces exercices incluent les installations classées voisines susceptibles d'être impactées par un accident majeur.

Leur fréquence est a minima annuelle pour la problématique toxique. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice.

Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection a été simulé un incendie au sein du bâtiment A (entrepôt frigorifique de stockage de produits surgelés à base de pomme de terre.)

Chronologie :

Les éléments en italiques sont des éléments constatés sur site non initialement prévus au scénario :

22h20 : Arrivée de la DREAL et du SDIS sur site pour préparer l'exercice.

22h20 : Appel des astreintes par le poste de garde pour signaler la présence de la DREAL sur site conformément aux consignes de l'exploitant. *Les astreintes entament leur retour sur site avant le déclenchement officiel de l'exercice. Leur arrivée sur site serait probablement plus tardive en conditions réelles.*

22h32 : début officiel de l'exercice, une alarme incendie se déclenche, le personnel se déplace pour réaliser la levée de doute.

22h37 : Le personnel effectuant la levée de doute confirme le départ de feu, celui-ci n'est déjà plus maîtrisable par l'usage d'extincteurs.

22h38 : les responsables production et emballage prennent conjointement la décision d'évacuer le site.

22h38 : *la centrale de détection incendie indique un défaut général : « absence de liaison sprinklage »* l'exercice se poursuit en considérant que le sprinklage n'est pas opérationnel (Remarque A).

22h41 : L'exploitant appelle le 18 et signale "le feu d'une palette dans un frigo." (Remarque B).

22h48 : arrivée du responsable sécurité sur le site.

22h49 : arrivée des premiers véhicules incendie du SDIS sur le site.

22h52 : la DREAL signale au responsable production que les pompiers attendent à l'entrée du site depuis plusieurs minutes, celui-ci part les accueillir (Remarque C).

22h52 : "Astreinte 2" arrive sur site.

22h55 : arrivée du responsable sécurité en salle POI.

22h56 : le responsable sécurité prend le rôle de DOI et distribue les rôles POI (logistique, COI, secrétariat).

22h59 : le DOI prend connaissance de la fiche scénario « incendie de cellule frigorifique ».

23h01 : le DOI demande la vérification de l'arrêt des compresseurs d'ammoniac et la mise en place du système de confinement des eaux d'extinctions.

23h04 : arrivée du commandant des opérations de secours (COS) en salle POI.

23h05 : le DOI reçoit l'information que le confinement des eaux d'extinction est opérationnel (*après vérification par un inspecteur DREAL il s'avère que cette information est erronée voir observation D*).

23h07 : le COS demande si l'ammoniac présent dans les circuits de réfrigération est susceptible de présenter un risque pour la santé des personnes dans et en dehors du site et pour les équipes

du SDIS en intervention. Le DOI informe le SDIS des quantités présente sur site, les quantités présente dans l'entrepôt ou se déroule l'incendie sont faibles et ne présentent pas de danger. Le COS demande la mise en place d'une mesure périmétrique de l'ammoniac afin de s'assurer qu'aucune fuite importante ne puisse intervenir sans être détectée.

23h08 : le DOI reçoit confirmation que les vannes du circuit d'ammoniac ont été fermées.

23h10 : *les agents du SDIS s'aperçoivent que le poteau incendie à proximité de la cellule de l'entrepôt frigorifique n'est pas fonctionnel, l'exercice se poursuit sans tenir compte de ce constat, le poteau est considéré comme en eau pour l'exercice*. (voir Remarque E et point de contrôle N°4).

23h12 : le COS demande au DOI si le sprinklage et le désenfumage sont fonctionnels comme indiqué dans la fiche scénario du POI. Le DOI indique que contrairement à ce qui est indiqué la cellule frigorifique ne dispose pas de système de désenfumage (voir point de contre N°1) mais que le sprinklage est actif (l'information que le sprinklage était inopérant avait été donnée aux acteurs présents dans et à proximité de la cellule frigorifique, il semblerait que cette information n'ait pas été transmise au DOI) (Remarque N°F).

23h17 : le COS demande au DOI de prévenir les sites industriels et la mairie de Saint-Georges-sur-l'Aa car ils pourraient être touchés par les fumées de l'incendie. Le DOI délègue cette action.

23h26 : la DREAL simule un appel téléphonique des services de la sous-préfecture, l'exploitant fait un résumé clair de la situation, mais indique que le sprinklage est en fonctionnement.

23h27 : Le DOI indique que le dernier site industriel est prévenu qu'il pourrait être touché par les fumées de l'incendie (Remarque G).

23h44 : l'exploitant confirme l'absence de détection d'ammoniac autour des installations.

23h45 : fin de l'exercice.

L'exercice s'est déroulé dans de bonnes conditions, le personnel a participé de manière active à cette situation imprévue en tentant d'adopter des réactions proches de celles qui auraient été les leur en situation réelle.

Les remarques indiquées dans la chronologie sont détaillées ci dessous.

Remarque A : lors de l'arrivée de la DREAL sur site, la centrale incendie indiquait un défaut : "communication sprinklage impossible", lors de l'exercice il a été considéré que le sprinklage était défaillant, cependant ce défaut ne remet pas forcément en cause le bon fonctionnement du système de sprinklage mais potentiellement juste sa communication avec la centrale incendie. Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du bon fonctionnement du système de sprinklage et d'en tenir informé la DREAL.

Remarque B : L'appel des secours doit être plus précis, suite à l'appel, l'équipe du SDIS déployée sur place dans le cadre de l'exercice et non mise au courant de la nature de l'exercice s'attendait à faire face à un feu beaucoup plus réduit de type chambre froide d'un restaurant et non incendie d'entrepôt.

Remarque C : Le schéma d'alerte et les fonctions POI n'étaient connu que du responsable sécurité, en son absence et le temps qu'il déploie le POI, aucun accueil des secours n'est réalisé.

Remarque D : Lors de l'exercice, suite à la demande du DOI de confiner les eaux d'extinction, l'inspection des installations classés s'est rendue au bassin de confinement afin de s'assurer visuellement que le confinement était opérationnel. Il a alors été constaté que le pilotage de la vanne permettant le confinement des eaux d'extinctions était défaillant, bien que la commande de la vanne ait été tournée en position ouverte (position permettant le confinement des eaux

d'extinction) pendant l'exercice, le voyant fermé était toujours allumé et la vanne était restée en position fermée. Après rétablissement de l'alimentation en air comprimé des instruments, la vanne a pu être ouverte et le voyant fermé s'est éteint, cependant le voyant « vanne ouverte » ne s'est pas allumé. La vanne ne peut être manœuvrée manuellement.

Remarque E : Lors de l'exercice le SDIS s'est aperçu que le poteau incendie situé à proximité de l'entrepôt A était cassé, celui-ci n'était pas fixé au sol et n'était pas relié au réseau d'eau incendie. Cette information n'a pas été communiquée au SDIS, ni avant l'exercice ni pendant.

Remarque F : Le DOI donne des informations contraires à celles délivrées au personnel présent sur le terrain, cela montre de potentielle difficultés de communication entre les différents échelons du POI.

Remarque G : Lors de l'exercice il a été demandé explicitement au DOI de contacter réellement le site VERKOR situé à proximité, de ne pas simplement simuler cet appel. Le DOI a délégué cette action puis a indiqué avoir reçu confirmation de la bonne transmission du message à l'industriel voisin. Le lendemain aucune trace de cet appel n'a pu être trouvée. L'inspection ignore si cet appel a été simulé contrairement à sa demande, ou si l'exploitant n'a pas été en mesure de joindre le site voisin. (Le numéro de téléphone indiqué dans le POI est pourtant indiqué en fiche 1-6 du POI).

Remarque H : Dans le cadre des échanges avec les services de secours, il serait utile que l'exploitant dispose de plans à l'échelle des risques afin de pouvoir identifier les cibles potentielles autour du site.

L'exercice a permis de montrer que le POI est opérationnel (mais comporte certaines erreurs documentaires) et que le responsable sécurité a une bonne connaissance des procédures d'urgences et est apte à exercer les fonctions de DOI efficacement. Cependant, avant l'arrivée du responsable sécurité seule la mise en sécurité du personnel a été réalisée et aucune autre action n'aurait été entreprise sans son intervention. Le personnel présent n'avait pas connaissance du schéma d'alerte et d'accueil des secours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous un mois le compte rendu de l'exercice accompagné du plan d'actions qu'il compte mettre en œuvre pour améliorer l'efficacité du POI et sa bonne mise en œuvre par le personnel.

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du bon fonctionnement du système de sprinklage et d'en tenir informé la DREAL.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : POI - Moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 7.9.2

Thème(s) : Risques accidentels, exploitation

Prescription contrôlée :

1. Plan d'opération interne

L'exploitant élabore un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) en vue de :

- contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;
- mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

Le P.O.I définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l'environnement contre les effets des accidents majeurs.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :
- l'organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- [...]

L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I et, s'il existe, au Plan Particulier d'Intervention (P.P.I).

Constats :

L'exercice a mis en évidence que le personnel présent au début de l'exercice n'a aucune connaissance des procédures du POI. Si l'évacuation et la mise en sécurité du personnel ont été réalisées rapidement, l'appel des secours a été imprécis et n'a pas permis au SDIS de prendre la mesure du développement potentiel de l'incendie et le personnel n'avait pas en tête la nécessité, d'accueillir, de guider et d'informer les pompiers sur les spécificités du site. Cette nécessité est renforcée par l'absence de plan des installations présent à l'entrée du site et des bâtiments. Pourtant la fiche POI Incendie 3-9 indique en action réflexe: "présence d'une personne pour accueillir les secours".

La situation s'est rapidement améliorée avec l'arrivée du responsable sécurité qui maîtrise les procédures du POI. Cependant aucune action de mise en sécurité des installations ou de visant à contenir le sinistre ne peut débuter avant qu'il arrive sur le site et déploie la cellule de crise. La mise en œuvre du POI repose sur une seule personne, ce qui engendre un retard dans la mise en œuvre des actions de mise en sécurité des installation et dans l'intervention des secours.

Cette situation est liée a un manque de connaissance du POI de la part des personnes devant participer à sa mise en œuvre notamment en ce qui concerne les actions nommées "actions réflexes". Cette dénomination choisit par l'exploitant est tout à fait appropriée puisque ces actions doivent être mise en œuvre sans délais et sans validation interne. Une formation du personnel présent sur site est indispensable à la bonne exécution du POI et pourrait être déterminante en cas de situation accidentelle.

Non-conformité : la formation du personnel intervenant (dans le cadre du POI) n'a pas été réalisée, notamment celle du personnel posté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 7.6.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant avertira sans délai le Centre de Traitement de l'Alerte territorialement compétent en cas d'indisponibilité des PEI et de retour à l'état disponible de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS et remédiera aux indisponibilités dans les délais les plus brefs.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de l'inspection, il a été constaté que le poteau d'incendie (PEI ou point d'eau incendie) adjacent à l'entrepôt A était endommagé et inopérant. celui-ci n'était pas fixé au sol et pas relié au réseau incendie. Il est probable que celui-ci ait été heurté par un camion, le réseau incendie étant maintenu sous plusieurs bars de pression, cet événement ne peut être passé inaperçu (sauf si le réseau incendie était lui même défaillant).</p> <p>Or à aucun moment le Centre de Traitement de l'Alerte n'a été prévenu de cette indisponibilité. Les officiers du SDIS présents sur le site pour l'exercice n'ont pas non plus été prévenus de cette indisponibilité lors de la mise en situation.</p> <p>En cas d'événement réel, cela aurait pu conduire à un important retard dans la mise en œuvre des moyens d'extinctions.</p> <p>L'exploitant a procédé à des réparations le 11 juin (lendemain de l'exercice) et a indiqué que le fonctionnement du PEI a été rétabli. La non conformité est donc levée.</p> <p>Cependant compte tenu de l'absence de prise en compte de la dégradation d'un moyen de défense incendie, la question du suivi et du bon état des autres moyens pose question.</p> <p>Une inspection dédiée spécifiquement au suivi et à l'entretien des moyens incendie sera réalisée prochainement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite